

Dans ce numéro

- **Éditorial**
Page 1
- **Forum social Québec-Canada-Premières Nations**
Marc-André Lafrance
Page 3
- **La sujet existe-t-il toujours? La renaissance de la sociologie selon Alain Touraine**
René Audet
Page 4
- **Site Internet du mois**
Page 3
- **Offre de bourse**
Page 6
- **Programmation des séminaires scientifiques**
Page 7
- **Nouveau diplôme offert à l'Université Paris Dauphine**
Page 8
- **Calendrier des événements et publications**
Page 9

Éditorial

Claude Béland

Titulaire, Chaire Économie et Humanisme

La citoyenneté et l'entreprise

Même si la démocratie est très ancienne puisque contemporaine des civilisations grecques et romaines qui l'ont inventée au temps de l'Antiquité, elle a tout de même été supplantée pendant des siècles, en de nombreux pays, jadis par des empires et des monarchies et, plus récemment, par des régimes militaires et totalitaires. Fort heureusement, elle renaît toutefois depuis la fin de la Seconde Guerre mondiale. La mémoire des conséquences de toute forme de concentration du pouvoir donne vigueur à cette renaissance et favorise le choix d'un régime politique dont un des objectifs est précisément le partage et la séparation des pouvoirs. Pour les populations, il s'agit d'abandonner leur statut de « sujet » pour accéder à celui de « citoyen », de membre de la « Cité », de membre du « peuple devenu souverain. » Car, faut-il le rappeler, la démocratie propose un gouvernement du peuple, par et pour le peuple !

Pas étonnant dès lors que ce régime politique sous le contrôle du peuple soit à la source de fréquents débats sur la citoyenneté. Être sujet du Roi ou de l'État confine à un rôle passif. Mais, fille de la démocratie, la citoyenneté ouvre plutôt la voie à un rôle actif des individus et se définit par l'énoncé des droits du citoyen ainsi que de ses devoirs et responsabilités. Les droits des uns se conjuguent avec la responsabilité des

autres ce qui appelle au « un pour tous, tous pour un », une règle bien connue des humanistes. Comment en effet parler d'humanisme sans considérer le droit à la dignité de tous les humains ? Comment parler d'humanisme sans parler de démocratie, non pas tant dans son aspect rigide d'un système politique, de son aspect abstrait du vote ou encore dans la simple idée de pouvoir, mais plutôt dans la vision d'un véritable projet de société. Un projet qui s'incarne dans la préoccupation d'assurer à tous la dignité – par la mise en place d'une organisation sociale du « vivre ensemble » dont le fondement éthique prioritaire et incontournable est de permettre à tous et toutes de prendre une place dans la société et d'y jouer un rôle. Ainsi est mieux assurée, la satisfaction de l'ensemble des besoins humains.

Il reste que pour la science politique, la citoyenneté est essentiellement politique et se fonde sur le rapport entre le citoyen et le pouvoir. Pour le sociologue, la citoyenneté se définit plutôt par les rapports des citoyens entre eux, ce qui conduit au " civisme ", aux règles du " mieux vivre ensemble, " à l'éthique du bien commun. L'humaniste cherche à faire en sorte que cette éthique du bien commun influence l'ensemble des activités humaines, qu'elles soient politiques, sociales, économiques, culturelles ou écologiques puisque ces activités ont comme objectif premier – pour ne pas

dire unique – la promotion de l'être humain et son mieux-être. De là, cette idée de la « démocratie générale » dont Takis Fotopoulos se fait le défenseur.¹

C'est d'ailleurs, en conséquence de ce projet de société démocratique que le langage s'est enrichi de la notion de « l'entreprise citoyenne. » En termes juridiques, il est apparu normal d'exiger des « personnes morales » le respect des mêmes devoirs que ceux assumés par les « personnes physiques. » Il est apparu normal de suggérer aux dirigeants et gestionnaires de gérer leurs entreprises de façon à s'inscrire dans la voie d'une société libre, égalitaire, juste et responsable. Puisqu'il s'agit là du devoir du citoyen, comment celui-ci pourrait-il s'en trouver exempté par le simple fait qu'il devient dirigeant d'une entreprise ou d'une organisation ? Ne serait-il pas soumis aux obligations de la citoyenneté dans ses fonctions de dirigeant ou gestionnaire d'entreprise ?

La question est posée. Et le débat est ouvert. Il risque d'être difficile. Si, jadis un certain protectionisme naturel par l'éloignement des continents et des peuples favorisait la cohésion sociale, il en va autrement depuis quelques décennies, sous le souffle de la mondialisation. La définition de la citoyenneté se complexifie. L'enchevêtrement du niveau local, national, international interrogent forcément la notion de citoyenneté : l'individu, comme l'entreprise, sont-ils citoyens de la ville, de la province, du pays... ou du monde? La complexité est telle que réapparaît le mot *gouvernance* – évoquant sans doute l'urgence de savoir qui doit saisir le gouvernail sur cet océan humain en turbulence ? Apparaît l'urgence de savoir comment diriger dans un environnement incertain : comment diriger la planète, le continent, le pays, la ville, l'entreprise, la famille ? Et pour l'individu, comment se gouverner lui-même ? Il est difficile de gouverner lorsque le sens du vent est inconnu ! D'autant plus que cette incertitude fait naître des « cohésions de groupes » des « groupes de pression » qui, submergés par la complexité du projet global, défendent plutôt leurs projets particuliers, se désintéressant ainsi du projet de société et du processus démocratique. Ce qui fait dire à John Saul : « *Une bonne cause ne prend ses véritables dimensions morales, utilitaires et sociales que lorsqu'elle est présente avec ses défenseurs dans le processus démocratique...* »²

De toute évidence, dans ce monde globalisé, la dé-

mocratie et sa fille, la citoyenneté, font face à de nouveaux défis : un premier plus global qui consiste à définir une éthique universelle qui incarne les énoncés des chartes des droits de l'homme; et ceux plus particuliers, qui consistent à définir la citoyenneté de l'avenir face à la diversité culturelle, au désengagement politique et à la pauvreté. En effet, ces trois défis interrogent les valeurs mêmes de la démocratie puisque la diversité est ennemie de l'égalité; la pauvreté aussi, en plus d'être ennemie de la liberté; et le désengagement politique est ennemi de la démocratie même.

Voilà de stimulants défis. Redéfinir la citoyenneté tout en vivifiant la démocratie fait certes appel à la recherche et à des débats sérieux par et pour tous les hommes et les femmes de bonne volonté.

¹ Son Excellence John Saul, *Dialogue sur la démocratie au Canada*, Boréal 2003

² Takis Fotopoulos, *Vers une démocratie générale*, Seuil 2001

Forum Social Québec-Canada-Premières Nations

Marc-André Lafrance
Étudiant-chercheur, Chaire Économie et Humanisme

Lundi le 5 mai 2003 avait lieu une rencontre préparatoire pour la tenue du Forum social Québec-Canada-Premières Nations. Le but de cette rencontre était d'établir les principaux points qu'un tel Forum devait aborder ainsi que les différents détails logistiques et structurels. Le tout s'est déroulé de manière très informelle et de façon à laisser la chance à tous de s'exprimer. Une multitude de points sont ressortis de cette journée. Des thèmes tels les droits humains, l'environnement, la mondialisation économique, l'information de qualité, le pouvoir et les alternatives politiques et économiques ont été proposés par les différents intervenants. Une tentative non définitive de chapeauter ces thèmes sous quatre grandes catégories a été effectuée. Les catégories choisies sont : Santé et Éducation, Développement durable, Politique et Démocratie et finalement Économie et Alternatives.

Différents questionnements sur l'organisation ont fait suite à la définition des grands thèmes que le Forum devrait aborder. Des participants se sont demandés si le fonctionnement actuel n'était pas trop exclusif. Plus précisément, des questions concernant l'intégration des jeunes, des autochtones, des différentes communautés culturelles et même de représentants de la classe des affaires ont été soulevées. L'après-midi devait servir à élaborer de manière plus concrète la structure de l'organisation du Forum ainsi que d'autres questions de logistiques. Il faut également rappeler qu'antérieurement à cette réunion avait eu lieu une rencontre pancanadienne, où il avait été décidé que le Forum social aurait lieu à Montréal au printemps 2004.

De plus en plus de citoyens remettant en doute les prémisses du néo-libéralisme ambiant, le Forum social Québec - Canada - Premières Nations sera l'occasion pour ceux-ci de se réunir et de discuter de leurs différentes préoccupations. Par ailleurs, on peut espérer que ce Forum, qui est basé sur le modèle du Forum social Mondial, fera bouler de neige et sera un catalyseur pour la création de véritables alternatives de société moins centrées sur l'économique et plus près de l'humain.

Le Site Internet du Mois Institute for Global Ethics

L'*Institute for Global Ethics* (IGE) a pour mission de promouvoir les comportements éthiques auprès des individus et des institutions par le biais de la recherche et d'actions pratiques. L'IGE possède des bureaux aux États-Unis, au Canada et au Royaume-Uni. Il regroupe plus de 1 000 membres à travers le monde. Son site Internet permet d'accéder ou de commander une foule de documents portant sur l'éthique, incluant du matériel éducatif, des rapports, des vidéos, des livres, des communiqués de presse et des articles. Il contient également la description des activités et des services offerts par l'IGE, soit : la tenue de séminaires et d'ateliers sur l'éthique, les services de consultation et la vente de publications. Enfin, ce site permet d'accéder à un répertoire qui présente des dizaines de mises en situation liées à des dilemmes éthiques.

www.globalethics.org

Le sujet existe-t-il toujours?

La renaissance de la sociologie selon Alain Touraine¹

René Audet, Étudiant-chercheur, Chaire Économie et Humanisme

Dans sa *Critique de la modernité*, Alain Touraine contestait l'idée d'une modernité fondée exclusivement sur le principe de rationalisation et y incluait un principe parallèle de subjectivation : « *la modernité ne repose pas sur un principe unique et moins encore sur la destruction des obstacles au règne de la raison; elle est faite du dialogue de la Raison et du Sujet. Sans la Raison, le Sujet s'enferme dans l'obsession de son identité; sans le Sujet, la Raison devient l'instrument de la puissance* »². C'est cette réflexion sur la modernité, le Sujet et la sociologie que Touraine est venu exposer à l'Université de Montréal le 2 avril dernier. Le titre de sa conférence, *Sociologie sans société?*, pose la question de l'existence de la sociologie dans une époque où le sujet semble disparu. Selon lui, cette question se pose pour deux raisons: premièrement, peut-être que la sociologie est en train de disparaître, du moins dans les librairies qui ont tendance à baptiser leurs étagères avec des titres comme *cultural studies*, *feminist studies*, etc; et deuxièmement parce que, suite à son long parcours de sociologue, il tente de se situer face à la sociologie. La notion de société dont il est ici question, ou plutôt la notion d'absence de société renvoie à la destruction des grands principes établis par les premiers sociologues et penseurs de la société (démocratie, citoyenneté et surtout le Sujet) par l'idée de Raison et de son corollaire le marché.

L'âge d'or de la société moderne a vu la séparation entre le monde objectif et l'individualisme moral se réunir dans les termes du politique. Lors du XIX^{ième} siècle, les penseurs percevaient que le *sens de la conduite humaine repose sur son rapport à la société*³ : la rationalité instrumentale anglo-saxonne et l'universalisme moral de la révolution française sont liés parce qu'ils définissent tous deux le bien et le mal par rapport à l'intérêt de la société. En France, cela culmine avec la grande idée de la République et le *triomphe du politique*. Dans cette société politique, *la seule manière de devenir un individu est de devenir un citoyen*, de prendre la parole, de voter, de manifester, d'exercer ses droits, bref d'être un sujet.

Depuis cet âge d'or, des catastrophes se sont produites. À la fin du XIX^{ième}, Marx découvre que le citoyen universel est étouffé par le capital et que l'individu est réduit à un moyen de production. La solution avancée, le socialisme, est un recul pour

le sujet moral. Avec Nietzsche et ensuite avec Freud, *le sujet prend un coup en pleine gueule* et perd son autonomie face aux mécanismes de l'inconscient. Une troisième vague, celle de la linguistique, portée entre autres par Lévi-Strauss et les structuralistes, soumet une fois de plus le sujet à des lois millénaires et déterminantes. Même s'il reste quelques *petits trucs* pour parler d'individu (exemple : l'habitus de Bourdieu), il semble qu'il n'y a plus de sociologie possible parce qu'il n'y a pas d'acteur. *Nous en sommes là*.

Mais Touraine n'est pas cynique face à l'avenir, car deux nouvelles voies, pleines de potentiel, se sont ouvertes aux sociologues. Ces nouveaux objets représentent ce qui est vivant dans la sociologie d'aujourd'hui : il s'agit du lien social et des mouvements sociaux.

Le premier de ces objets émerge dans le cadre du processus d'individuation ressenti depuis quelques décennies : *depuis que l'on démolit tout*, l'individu se trouve dans un néant de solidarité. Dès lors, *le boulot des sociologues est de redéfinir le lien social*. On voit d'ailleurs apparaître, selon Touraine, plusieurs signes d'une recherche de nouvelle solidarité dans le monde contestataire et militant. À Gênes en 2001, on a vu la gauche catholique se dresser devant le G8 et exprimer une préoccupation profonde, celle du lien social, de l'appartenance. Les mouvements anti-mondialisation, dans une certaine mesure, sont tous porteurs de cette nouvelle interrogation sur *la manière dont l'individu peut être constitué comme un individu, ce sont des problèmes fabuleux*. Ce que l'on voit à ce sujet, c'est un certain renforcement de l'individuation. Grâce à ce phénomène, donc, la sociologie existe toujours : en étudiant l'acteur, elle doit redéfinir la solidarité et montrer *comment une reparticipation sociale est liée à l'affirmation de l'individuation, phénomène qui se veut de la plus haute importance*.

La deuxième voie est plus difficile à identifier et elle est en lien avec la redécouverte du lien social. *Dieu est mort (bien qu'il ait trouvé un pré-sident pour le réincarner!)*. Avec la Révolution française, le politique a d'abord mobilisé le citoyen, mais ça n'a pas marché. La solution

Ce qui fait la trippée du sociologue, c'est de soulever le couvercle du pot de confiture!

> OFFRE DE BOURSE

Candidat-e au Ph.D.

Le groupe de recherche sur les transformations du travail et les politiques sociales de l'INRS offre une bourse à un-e candidat-e au Ph.D.

Exigences:

1- Rédiger une thèse sur le sujet suivant: *La transformation des solidarités : étude comparative internationale des modes de vie et des représentations sociales de travailleurs de l'automobile, définis comme «représentants typiques» de la société salariale.*

2- Mener la partie québécoise de ce projet, c'est-à-dire effectuer une quarantaine d'entrevues visant à recueillir les commentaires d'ex-travailleurs-euses de l'usine General Motors à Boisbriand.

Ce projet cherche à comprendre le rôle et l'articulation des solidarités formelles (politiques sociales, emploi, revenu, santé, éducation) et informelles (famille, voisinage, communauté) liées à des événements clés de la vie de ces travailleurs-euses.

Le - a candidat - e choisi - e sera intégré - e à une équipe de recherche dynamique, possédant des ramifications internationales. Le responsable du projet co-dirigera la thèse, en collaboration avec un professeur du programme auquel est inscrit l'étudiant - e.

La bourse est octroyée pour une durée de deux (2) ans.

Renseignements: frederic.lesemann@inrs-ucs.uquebec.ca /
(www.transpol.org)



Programmation des séminaires scientifiques 2002-2003

Août 2002

Premier séminaire: Historique et fondements de la responsabilité sociale corporative
Mercredi 21 août 2002
Responsables: Emma Champion, Manon Lacharité et Jenny Desrochers

Septembre 2002

Second Séminaire: Présentation de Jérôme Ballet.
Vendredi, 13 septembre 2002
Responsables: Emma Champion, Manon Lacharité et Leslie Kulus

Octobre 2002

Troisième Séminaire: Codes de conduite et normes internationales
Vendredi 25 octobre
Responsables: Emma Champion et Stéphane de Bellefeuille

Novembre 2002

Quatrième Séminaire: La citoyenneté corporative
Vendredi 22 novembre
Responsables: Manon Lacharité et Yves Blanchet

Décembre 2002

Cinquième séminaire: Rapports RSE internationaux et supranationaux
Vendredi 13 décembre, 9h30 à 12h30, Pavillon des sciences de la gestion, UQAM, local R-3465
Responsable: Emma Champion (987.3000, #2108)

Janvier 2003

Sixième Séminaire: Gouvernance et Stakeholders
Vendredi, 31 janvier 2003
Responsable: Manon Lacharité (987.3000, #4375)

Février 2003

Septième Séminaire: Loi sur les régulations économiques et contexte en France
Vendredi, 21 février 2003
Responsable: Emma Champion (987.3000, #2108)

Mars 2003

Huitième Séminaire: Responsabilité sociale et déréglementation
Vendredi, 21 mars 2003
Responsable: Gisèle Bélem

Avril 2003

Neuvième Séminaire: Les initiatives canadiennes de responsabilité sociale corporative
Vendredi, 25 avril 2003
Responsable: Emma Champion (987.3000, #2108)

Mai 2003

Dixième Séminaire: Évaluation sociale
Vendredi, 31 mai 2003
Responsable: Anne Pétrin (987.3000, #2254)

Juin 2003

Onzième Séminaire: Légitimité et institution
Vendredi, 13 juin 2003
Responsable: Anne Pétrin (987.3000, #2254)

Juillet 2003

Séminaire de clôture : Retour sur la série de séminaires
Vendredi, 4 juillet 2003
Responsable: Emma Champion (987.3000, #2108)

Bulletin d'information de la Chaire Économie et Humanisme

Rédacteur en chef: Alain Lapointe

Collaborateurs: René Audet, Claude Béland, Jenny Desrochers, Corinne Gendron, Marc-André Lafrance, Érik Le Beau

Le bulletin est publié une fois par mois par la Chaire Économie et Humanisme.
Pour soumettre un article, prière de consulter le site web www.ceh.uqam.ca.

Diplôme de 3^e cycle Développement Durable et organisations offert à l'Université Paris Dauphine

L'Université Paris Dauphine, forte de ses relations avec les entreprises et les organisations et soucieuse d'apporter des réponses pertinentes à leurs besoins de formation, offrira à compter de janvier 2004 un diplôme de 3^e cycle

Développement Durable et organisations

Objectifs du programme

- >Former des experts dans le domaine de l'analyse des politiques de Développement Durable
- >Développer leur capacité à formuler des recommandations, à participer à la conception d'une politique de Développement Durable et à apprécier les différents outils de validation des actions.

Formation

Bilingue (français / anglais), la formation se déroulera sur 15 mois, à temps partiel (fin de semaine), Elle pourra être commencée en janvier ou en avril 2004.

Elle comprend le un stage en organisation (avec des missions en lien avec le Développement Durable) ou un séjour dans une université étrangère (au sein d'un programme traitant du Développement Durable) d'une durée minimale de trois mois. Les enseignements sont assurés par des universitaires et par des professionnels spécialistes du domaine.

>>>>>>>>>>

Renseignements: www.dep.dauphine.fr/dev_dur.htm
Emmanuelle Blondeau – Tél. : 01 44 05 49 71
d.durable@dep.dauphine.fr

Calendrier des événements

Séminaire

Légitimité et institution

Vendredi, 13 juin 2003, 9 h 30 à 12 h 30, salle R-3465, Pavillon des sciences de la gestion, UQAM

Renseignements: Anne Pétrin, 987.3000, poste 2254#

Séance de formation

La théorisation ancrée et le logiciel Atlas TI

Mercredi, 25 juin 2003

9 h 00 à 12 h 00, salle R-R120

13 h 30 à 16 h 30, salle DS-M960

Frais d'inscription: 50 \$ (recueil de textes inclus); gratuit pour les étudiants-chercheurs de la Chaire Économie et Humanisme

Renseignements et Inscription: 514.987-3000, poste 69723 ou ceh@uqam.ca

Colloque

Association en économie politique

Finance responsable et responsabilité sociale des entreprises : deux mouvements, un objectif commun

16 et 17 octobre 2003

Renseignements: www.unites.uqam.ca/aep/colloque.html

Publications

Gendron, Corinne, Vaillancourt, Jean-Guy et al. 2003. *Développement durable et participation publique, de la contestation écologiste aux défis de la gouvernance*. Sous la direction de Corinne Gendron et Jean-Guy Vaillancourt. Les Presses de l'Université de Montréal. 398 p.

Renseignements: ceh@uqam.ca

Gendron, Corinne et Turcotte, Marie-France. Environnement, concertation et déréglementation : la modernisation réglementaire à l'heure des méta-enjeux, *Sociologies Pratiques*, numéro 7—2002-2

Renseignements: ceh@uqam.ca

la chaire
économie et
humanisme

UQAM ESG
École des sciences de la gestion
Université du Québec à Montréal

École des sciences de la gestion
Université du Québec à Montréal
Case postale 6192
Succursale Centre-Ville
Montréal (Québec) H3C 4R2

Téléphone : 514.987.3000
poste 6972

Télécopieur : 514.987.3372

Courriel: ceh@uqam.ca

Visitez notre site Internet

www.ceh.uqam.ca

Inscrivez-vous à notre liste d'envoi électronique

ceh@uqam.ca